



L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ DANS UN MONDE GLOBALISÉ

DOCUMENT DE CONGRES

(adopté par le Congrès statutaire du PPE, Bonn, 9–10 décembre 2009)

Je veux faire mes preuves en m'appuyant sur mes propres forces et porter les risques liés à la vie. Toi, État, veille à ce que je sois en mesure de le faire.

- Ludwig Erhard

Mon plaidoyer pour l'initiative privée repose sur la conviction mûrement réfléchie qu'une économie planifiée est non seulement une mauvaise économie, mais aussi une économie étouffante pour la liberté et préjudiciable au bien-être social.

- Luigi Sturzo

I. Historique des idées et contexte

L'économie sociale de marché englobe bien plus qu'une simple approche de l'économie. C'est l'expression d'une philosophie engagée envers une société humaine en quête de dignité, de bien-être, d'autodétermination, d'encouragement, de liberté et de responsabilité pour tous les individus, conformément à la Déclaration des Droits de l'Homme adoptée par les Nations unies le 10 décembre 1948.

Les principes d'une économie sociale de marché ont été développés durant la première moitié du vingtième siècle, en réaction à la confrontation cataclysmique de l'Europe avec la crise, le totalitarisme et la guerre. Bien qu'initialement appliquée en Allemagne en tant qu'approche axée sur le marché et non socialiste par Ludwig Erhard – Premier ministre de l'Économie de la République Fédérale d'Allemagne instaurée après la guerre – et des ordolibéraux tels que l'économiste Walter Eucken, l'économie sociale de marché avait déjà été élaborée et affinée dans les années 1930 par un réseau européen d'érudits et de politiciens de France, d'Italie, de Suisse, du Royaume-Uni, du Benelux, d'Autriche et d'autres pays. Parmi eux figuraient Louis Rougier et Wilhelm Röpke de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales à Genève, Jacques Rueff du Centre International d'Études pour la Rénovation du Libéralisme, les membres du Colloque Lippmann à Paris, d'éminents membres de la London School of Economics (LSE) tels que Lionel Robbins, ainsi que les principaux représentants de l'École autrichienne, Ludwig von Mises et Friedrich A. von Hayek. De même, le Président de la République italienne, Luigi Einaudi, inspiré par le fondateur du Parti Populaire Italien et analyste politique, Fr. Luigi Sturzo, a promulgué des politiques visant l'intégration des principes économiques libéraux dans les divers aspects sociaux, politiques et économiques de la vie au nom de l'unité et de l'intégrité de la notion de liberté. Cette action a tracé la voie d'idéaux tels que l'autodétermination et l'épanouissement personnel, et a joué un rôle important dans le miracle économique italien durant la période consécutive à la Seconde Guerre mondiale.

D'après les pères fondateurs de l'économie sociale de marché, les crises européennes des années 1920 et 1930, qui débouchèrent sur la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale, étaient essentiellement imputables à la détérioration et à l'échec final d'un marché libre et compétitif. Cette récession était plus particulièrement due à un État faible qui s'avéra incapable de contrôler l'émergence de monopoles et d'oligopoles, ainsi qu'au manque de concurrence qui en résulta. Les fondateurs étaient convaincus que le déclin des principes du marché avait été engendré par l'interventionnisme de l'État, le protectionnisme, la planification centrale collectiviste et la destruction d'un ordre monétaire stable et libre. Ces facteurs, entre autres, avaient causé la désintégration de l'État démocratique durant les années tumultueuses de la République de Weimar en Allemagne, ainsi que l'avènement du régime totalitaire sous le Troisième Reich. Les fondateurs de l'économie sociale de marché pensaient de toute évidence que ni l'intervention de l'État ni le contrôle selon les préceptes communistes, ni un État impuissant face aux intérêts économiques privés ne seraient à même de reconstruire leur pays et de pérenniser leur avenir économique et politique. En fait, ils estimaient qu'une économie planifiée socialiste finirait par détruire la quête de bonheur légitime du peuple, sa liberté de choix et son droit à l'autodétermination. D'un autre côté,

ils ne sous-estimaient pas les conséquences et les excès d'un État indolent, incapable de garantir les règles de libre concurrence et de préserver l'observance des lois ainsi que la justice sociale.

L'économie sociale de marché n'est pas qu'un ensemble de règles économiques mais bien un système profondément normatif basé sur des valeurs fortes. Ses pères fondateurs envisageaient un système où la croissance économique et la durabilité sociale ne seraient plus opposées mais s'harmoniseraient afin d'assurer la mise en place d'un développement durable et positif pour la société globale. L'économie sociale de marché visait à fusionner les valeurs de liberté individuelle, de solidarité et de subsidiarité. Il s'agit d'un concept combinant l'efficacité du marché avec l'égalité des chances, offrant une alternative au libéralisme classique (basé sur l'efficacité sans développement équitable) et au socialisme (qui repose sur un développement équitable sans efficacité). L'économie sociale de marché est profondément enracinée dans notre famille politique. Elle a trouvé son expression la plus claire dans le développement de la Démocratie chrétienne au sein de l'Europe d'après-guerre, et constitue un principe essentiel de tous les partis européens de centre-droite. Les récentes tentatives des Socialistes pour miner cette vérité historique et s'arroger l'économie sociale de marché devraient dès lors être balayées. Comme l'illustre l'exemple de la Pologne, les ouvriers de conviction chrétienne et leurs représentants prônent la liberté et la démocratie, et s'élèvent contre l'oppression de la liberté de conscience et de pensée.

Les principes de l'économie sociale de marché et le rôle de l'État

Les architectes de l'économie sociale de marché ont clairement reconnu que seul un cadre adéquat créé par l'État - à savoir les instances publiques responsables des différents niveaux de gouvernement - pourrait contrebalancer les intérêts particuliers puissants et les autorités, préservant ainsi la libre concurrence sur le marché au niveau constitutionnel. La libre concurrence sur le marché devait être basée sur des principes tels que la propriété privée, la liberté de contrat, la libre fixation des prix, le libre échange, la prédictibilité de la politique économique, le respect des lois, la responsabilité personnelle et la stabilité des prix. Elle était rendue possible par des politiques visant la stabilité monétaire, des finances publiques saines, le respect de l'environnement et le maintien de marchés ouverts. Comme les acteurs du marché peuvent adopter un comportement irrationnel ou se focaliser étroitement sur des gains à court terme, déformant et compromettant dès lors le marché (un phénomène mis en exergue par la crise économique actuelle), les gouvernements doivent créer un cadre adéquat, telles des règles de non-discrimination et de concurrence équitable ainsi que de prévention des risques excessifs. Leur action doit néanmoins éviter de déformer l'économie de marché dans son ensemble. En d'autres termes, l'ordre économique doit être garanti par l'État, mais sans interférence directe avec le processus économique. La concurrence et la coopération entre entrepreneurs et consommateurs libres au sein d'un système de tarification libre constituent un processus de découverte unique, capable d'englober beaucoup plus de connaissances décentralisées et spontanées que ne pourrait jamais le faire une planification centrale par des instances politiques puissantes. Les forces entrepreneuriales sont donc converties en un puissant outil afin d'accroître la richesse de toutes les nations – la prospérité pour tous.

Pour atteindre cet objectif, l'État ne doit pas être omniprésent, mais agir en tant que régulateur et arbitre, instaurant et appliquant les 'règles universelles de conduite adéquate', comme l'ont précisé le philosophe allemand Immanuel Kant, le philosophe écossais David Hume et - de nos jours - l'économiste et Prix Nobel autrichien Friedrich A. von Hayek ainsi que l'économiste français Claude-Frédéric Bastiat.

En conséquence, la synthèse d'un ordre social et économique s'obtient via la combinaison de concepts tels que la 'liberté individuelle' et la 'libre concurrence sur le marché' avec ceux d' 'égalité des chances' et de 'droits sociaux' qui - contrairement à une conviction largement répandue - sont des notions parfaitement compatibles. Il a manifestement été reconnu très tôt que sans liberté ni

concurrence pour atténuer les pouvoirs privés et publics, il ne pouvait y avoir aucune solution à la problématique sociale.

D'un autre côté, cette vision garantit l'égalité des chances pour tous, afin que les talents individuels puissent s'épanouir librement. En veillant au respect des 'règles du jeu', l'action de l'État préserve non seulement la libre concurrence, la libre entreprise, la création de richesses et la paix sociale, mais elle garantit aussi le respect de principes fondamentaux tels que la subsidiarité et la solidarité pour ceux qui ne peuvent prendre soin d'eux-mêmes. Le concept de 'solidarité' implique en outre un soutien envers les membres les plus vulnérables de la communauté, à la fois par la société civile et les institutions publiques. La 'subsidiarité', quant à elle, se comprend comme étant la responsabilité qu'ont tous les individus de prendre soin d'eux-mêmes, tandis que le niveau supérieur de la société est tenu d'intervenir chaque fois qu'un individu n'est pas en mesure de l'assumer et que le niveau supérieur est mieux armé que l'individu pour résoudre le problème en question. Cette règle s'applique à l'individu comme aux institutions et associations. La subsidiarité constitue donc également le principe-clé pour tous les niveaux de la société et de la vie publique. En fait, la notion d'intégration européenne implique la création d'une région où la subsidiarité, la solidarité, la justice sociale et le pluralisme sont à la base d'un processus de découverte ouvert et compétitif visant à trouver des solutions nouvelles et plus efficaces.

Sur cette toile de fond, il importe de reconnaître la valeur économique et sociale des secteurs non lucratif et bénévole en Europe, étant donné qu'ils offrent de précieuses opportunités d'emploi et jouent un rôle crucial dans le bien-être de la société.

Les membres les plus vulnérables de la société méritent la solidarité et le soutien direct de l'État tant qu'ils ne parviennent pas à s'en sortir par eux-mêmes. Les interventions de l'État entraînant des distorsions de prix, comme les subsides et les exemptions, devraient être évitées au bénéfice du paiement direct d'allocations sociales aux personnes en situation précaire. Par conséquent, l'assistance temporaire de l'État envers les individus incapables de réintégrer le marché du travail devrait être préservée. Cette politique ne devrait toutefois jamais s'inscrire en contradiction avec les principes fondamentaux de la responsabilité personnelle dans un système de marché compétitif car cela détruirait la base même de la 'prospérité pour tous'.

Engagés envers les principes des Lumières et les concepts chrétiens de responsabilité personnelle, de solidarité et de subsidiarité, les architectes de l'économie sociale de marché pensaient que l'État ne devrait jamais se muer en 'planificateur social collectiviste' de la vie du peuple, mais au contraire permettre à chaque être humain d'assumer librement la responsabilité de sa propre vie. Dans cet esprit, la décentralisation de l'État et le transfert du pouvoir, de la responsabilité et des ressources appropriées de l'instance centrale vers les organismes locaux ou régionaux devraient être encouragés de manière à rendre le peuple plus autonome, contrairement aux modèles socialiste et communiste. Nous reconnaissons la nécessité accrue, pour les États membres, d'insister sur la mise en place d'un partenariat plus solide avec leurs instances locales et régionales, oeuvrant à la prospérité et au bien-être des citoyens, surtout dans le contexte de la mondialisation, de la crise économique et de la diversité croissante de l'Union européenne. Enchâssée dans un État démocratique constitutionnel, l'économie sociale de marché est donc un système social qui correspond aussi étroitement à la vision chrétienne de l'être humain en tant que 'totus unus' avec l'ordre social et la nature¹. En effet, la finalité de l'économie est de servir le peuple.

¹ D'après Wilhelm Roepke, 'la mesure de l'économie est l'être humain ; la mesure de l'être humain est sa relation avec Dieu'. Voir aussi les Encycliques *Rerum Novarum*, du Pape Léon XIII (19^{ème} siècle), *Quadragesimo Anno*, du Pape Pie XI (1931), *Centesimus Annus*, du Pape Jean-Paul II en 1991 et *Caritas in veritate*, du Pape Benoît XVI (2009).

De même, et en supposant que *le marché est intrinsèquement social parce qu'il constitue la seule force capable de satisfaire les besoins de tous les citoyens*, les fondateurs de l'économie sociale de marché ont souligné le pouvoir social et distributif d'une économie libérale basée sur les principes de libre concurrence, d'observance des lois, de stabilité monétaire et fiscale, de respect de l'environnement et de croissance économique en tant que fondement d'un système de distribution sociale. D'après les pères fondateurs de l'économie sociale de marché, seul le marché libre pourrait distribuer *un maximum d'avantages économiques et de justice sociale à tous*.

L'objectif ultime était et reste de créer les conditions préalables à une 'bonne vie'. Dans ce sens, la participation à grande échelle du peuple au processus économique général et au partage des profits constitue une priorité essentielle pour l'économie sociale de marché, qui requiert aussi de solides partenaires sociaux.

Enfin, ce modèle ne s'est pas contenté de baliser la voie du succès pour l'Allemagne d'après-guerre – ce qu'on a appelé le *Wirtschaftswunder* – mais a aussi fourni la base de notre prospérité économique actuelle ainsi que de la stabilité politique et sociale dans l'ensemble de l'Union européenne. À partir du Traité de Rome en 1957, certains principes de l'économie sociale de marché tels que les marchés ouverts, le libre échange international, la concurrence et les règles antitrust ont été adoptés et intégrés au sein de l'Union européenne. Par voie de conséquence, le Traité de Lisbonne, une fois entré en vigueur, stipule que l'UE devrait être 'basée sur une économie sociale de marché hautement compétitive' (Art. 3.3). En adoptant ce traité, l'UE a démontré son engagement programmatique envers l'économie sociale de marché comme étant le '*modèle social européen souhaitable*'. L'élargissement des fonctions politiques de l'Union européenne dans divers domaines, après l'approbation bienvenue du Traité de Lisbonne, permettra à l'Union d'aborder stratégiquement l'économie sociale de marché d'une façon plus large que ne pourrait le faire un des États nationaux.

II. L'économie sociale de marché et le défi de la mondialisation

Le modèle européen d'une économie sociale de marché a engendré des niveaux élevés de prospérité, de croissance et de cohésion sociale au fil des 60 dernières années en Europe occidentale et dans de nombreux autres pays du monde. L'Occident et plus particulièrement l'Union européenne ont été longtemps considérés comme des symboles de réussite. La mondialisation - combinée au succès de l'économie de marché à l'échelle mondiale - a stimulé la croissance économique sur tous les continents. L'actuelle crise financière et économique a toutefois cruellement démontré que les marchés mondialisés avaient besoin de règles claires et plus pertinentes ainsi que de systèmes de supervision efficaces basés sur des principes éthiques. C'est particulièrement le cas pour les marchés financiers, étant donné qu'ils garantissent le fonctionnement de nos économies. Comme l'a illustré la crise récente, les défaillances des marchés financiers causent d'énormes problèmes à nos économies dans leur ensemble.

Par conséquent, la promotion et le renforcement des principes de l'économie sociale de marché au sein d'une économie mondiale plus internationalisée et mieux corrélée doit devenir notre priorité essentielle. Les pays industrialisés comme ceux en voie de développement sont à même de profiter des opportunités de la mondialisation et de partager les responsabilités face aux défis mondiaux auxquels nous sommes tous confrontés. Les principes de l'économie sociale de marché peuvent contribuer aux efforts déployés pour relever ces défis. Le processus de mondialisation, en particulier, a renforcé la nécessité d'un renouvellement structurel de nos économies afin d'atteindre des niveaux plus élevés de compétitivité, d'innovation, de productivité, de durabilité et d'intégration, débouchant sur la justice sociale et la cohésion au sein de l'Union européenne. C'est également la condition préalable pour offrir des emplois à nos citoyens et pour maintenir et resserrer la cohésion sociale.

Il convient aussi de renforcer l'idée d'une gestion plus saine et efficace du bien public et de la combiner avec une reconnaissance plus profonde et exclusive des capacités professionnelles et gestionnelles basées sur l'excellence des travailleurs et des managers, en commençant par le secteur des services publics. Le facteur 'efficacité/mérite' au sein de l'administration publique doit une fois encore figurer au premier plan de notre évaluation critique.

Les thèmes tels que les perspectives de croissance démographique en Europe, le vieillissement de la population, l'immigration, l'approvisionnement énergétique et les soucis environnementaux, engendrés par les changements climatiques ou les modes de consommation et de production, ainsi que les questions relatives à la durabilité de nos systèmes actuels de pension et de sécurité sociale doivent tous être pris en considération, car ils constituent un défi à long terme pour l'Europe. Par ailleurs, la nouvelle dimension internationale et l'évolution rapide de la société de la connaissance renforcent la nécessité d'une action, comme l'a déjà spécifié la stratégie de Lisbonne. Pour ce faire, il faudra focaliser davantage d'efforts sur les nouveaux défis imposés à nos systèmes pédagogiques et promouvoir le développement d'un enseignement libre et ouvert, où l'individu et la famille peuvent faire leurs propres choix. Un système pédagogique libre est plus efficace et plus compétitif, il est mieux à même de répondre aux besoins de l'être humain individuel et aux demandes du marché, car il est plus flexible et plus rapide pour suivre et s'adapter aux changements socioéconomiques qui exigent un renouvellement constant des compétences de nos travailleurs dans un environnement à l'évolution galopante. L'éducation n'en reste pas moins un concept holistique : l'être humain ne doit pas uniquement être traité comme une variable économique, mais doit aussi être appréhendé comme un 'totus unus' avec respect pour sa dignité intrinsèque.

Les politiques de redistribution en vigueur dans de nombreux États membres de l'UE n'encouragent pas suffisamment les chômeurs à retrouver du travail. Certaines 'politiques sociales' s'avèrent, en fait, antisociales parce qu'elles découragent les gens de prendre soin d'eux-mêmes et les laissent en

marge de notre société. Il conviendrait dès lors d'accorder davantage d'attention aux politiques qui visent à stimuler la responsabilité individuelle, en soulignant l'obligation morale de tous les individus mutuellement et vis-à-vis de la société. Les personnes précarisées ou défavorisées dans leur 'employabilité' ont néanmoins besoin d'un support. Les pauvres et les plus vulnérables ne devraient jamais être laissés en dehors de notre société, et l'amélioration de leurs conditions de vie mérite un surcroît d'attention.

Le principe de solidarité s'applique aussi au niveau des relations entre les États membres de l'UE dans le processus de mise en oeuvre des politiques européennes. Une intégration plus efficace et dynamique des pays d'Europe centrale et orientale ainsi qu'un degré d'ambition élevé concernant leur convergence sont nécessaires pour instaurer une politique sociale et de cohésion plus équitable au sein de l'UE.

En résumé, l'économie sociale de marché repose essentiellement sur les quatre piliers suivants :

- La liberté individuelle, la responsabilité personnelle et l'autonomie privée vis-à-vis de l'État et des groupes d'intérêts puissants, dans le contexte d'une société civile forte.
- Les marchés libres, c'est-à-dire une concurrence viable, la propriété privée des moyens de production, la liberté de tarification, la liberté de contrat, la responsabilité privée, les contrôles contre les monopoles et les abus de pouvoir, le libre commerce international et la stabilité monétaire. En quelques mots, un marché n'est libre que s'il est soumis à des règles communes claires, applicables et offrant une certitude juridique.
- La solidarité et la subsidiarité dans le but de respecter la dignité humaine et de préserver la paix sociale via des politiques compatibles avec un marché fonctionnel ainsi qu'avec les principes de réciprocité et de durabilité.
- Le respect envers la création qui doit être préservée pour les futures générations en tant qu'héritage commun essentiel au développement harmonieux de tout être humain à venir.

L'économie sociale de marché – notre issue pour sortir de la crise

Aujourd'hui, nous comprenons plus que jamais que les marchés financiers internationaux ont besoin de règles communes à l'échelle mondiale pour fonctionner de façon durable. Nous avons besoin d'un cadre mondial capable de suivre les innovations des marchés financiers. Seule une approche mondiale peut offrir des solutions à des problèmes mondiaux. Le PPE est favorable à l'intensification de la coopération européenne ainsi qu'au renforcement des institutions multilatérales. L'adoption conjointe de mesures européennes et internationales pour stabiliser les marchés financiers a constitué la première étape vers de nouvelles règles internationales. Nous devons à présent adopter de nouvelles règles internationales basées sur les idées de l'économie sociale de marché qui sous-tendent le respect de principes éthiques et moraux.

En fait, la récente crise financière a clairement démontré le bien-fondé de certaines craintes vis-à-vis des marchés financiers mondiaux non réglementés. L'impact considérable de la mondialisation a contribué à promouvoir une vision sceptique de l'économie de marché chez beaucoup de gens, semant même le doute quant à sa validité pour les pays en voie de développement. Néanmoins, malgré toutes les épreuves actuelles et les questions réglementaires irrésolues, le PPE est convaincu que les forces du marché sont capables d'offrir une croissance, une prospérité et une opulence inédites dans le monde entier. La capacité de l'économie de marché à générer la richesse et à étendre la liberté est - encore - sans égale mais la crise nous a aussi rappelé que sans les institutions et le cadre adéquats, le marché peut échapper à tout contrôle. Cette éventualité doit être évitée car pour le PPE, le marché n'est pas une fin en soi mais doit être au service des citoyens. Notre objectif est d'aboutir à la 'prospérité pour chacun'.

La crise des marchés financiers mondiaux a révélé un manque général de réglementation et un manque particulier de supervision fonctionnelle. Ce que nous voyons aujourd'hui, ce n'est pas la 'fin du capitalisme' - comme le prétendent de nombreux détracteurs dans le camp socialiste - mais le résultat d'un dysfonctionnement au niveau de la supervision et de la réglementation du secteur financier en Europe et aux États-Unis. En bref, les acteurs des marchés financiers mondiaux n'ont pas agi en vertu de l'économie sociale de marché, principe économique et social fondateur du Parti Populaire Européen. Au contraire, le cadre adéquat nécessaire au fonctionnement correct des marchés financiers n'a pas été appliqué. Pour revenir aux pères fondateurs de l'économie sociale de marché, l'axiome 'autant de marché et d'initiative privée que possible, autant d'État que nécessaire' est plus vrai aujourd'hui que jamais auparavant. Dans ce sens, le rôle de l'État par rapport à celui des acteurs privés, surtout dans le monde financier, doit être réévalué avec soin compte tenu de la demande, par le public, d'un surcroît d'efficacité économique, de cohérence sociale et de solidarité.

Notre principale préoccupation reste de susciter le dynamisme et l'inclusion économiques afin d'améliorer les perspectives d'emploi en Europe, et de créer les conditions nécessaires à la relance de l'économie mondiale. La politique doit se concentrer sur l'optimisation du contexte afin de faciliter l'expansion et la création d'entreprises, vu que les petites et moyennes entreprises (PME) feront partie de la solution. Ce n'est toutefois qu'au travers de règles et cadres réglementaires acceptés à l'échelon international que nous pourrons surmonter l'actuelle crise financière et économique, donc en évitant les sirènes des mesures protectionnistes régionales et supranationales.

Pour une économie au service des citoyens

Nous avons l'ambition d'atteindre un degré élevé d'emploi et de cohésion sociale, et nous devons redoubler d'efforts pour y parvenir. Dans une économie hautement compétitive et orientée-performances, le PPE est favorable à un accroissement de la flexibilité dans les marchés du travail, à la suppression des barrières légales et bureaucratiques inutiles afin de permettre une 'concurrence loyale' en Europe et dans le monde entier, ainsi qu'à l'encouragement de nos PME, qui incarnent l'innovation et l'activité entrepreneuriale. Les PME possèdent d'énormes capacités pour créer des valeurs éthiques, stimuler les investissements durables et générer des emplois pour l'avenir.

Le PPE est en outre favorable à la mise en place d'un dialogue social approfondi afin de maintenir une paix sociale équilibrée. Beaucoup pensent, à tort, que plus d'inclusion implique nécessairement moins d'efficacité économique (et vice versa). Au contraire, l'économie sociale de marché est la solution à la question sociale, car elle se concentre d'une part sur la paix sociale et d'autre part sur le rôle de l'État en tant qu'arbitre et applicateur des règles égales de comportement adéquat. Nous soutenons ces idées compte tenu des changements fondamentaux et positifs déclenchés par l'expansion du commerce international, la mondialisation des processus de production et le regain de dynamisme engendré après la chute du communisme via le renouveau de la liberté de choix.

La conscience et le sens des responsabilités écologiques sont enracinés dans l'économie sociale de marché depuis ses débuts. Une économie sociale de marché renouvelée et orientée vers le monde stimulera la croissance durable et permettra d'intensifier les efforts de lutte contre les dégradations environnementales et les changements climatiques. Ces efforts demandent une approche mondiale qui inclue non seulement les pays industrialisés mais aussi les pays en voie de développement et les pays les moins développés. En insistant sur la recherche et le développement dans les technologies respectueuses de l'environnement et en resserrant la coopération technologique à l'échelle mondiale, l'économie sociale de marché 'éco-logique' stimulera l'éco-innovation et l'emploi 'vert' dans l'optique d'une prospérité mondiale pour tous les peuples. Pour éviter les distorsions de marchés, nous avons néanmoins besoin de cadres réglementaires applicables dans le monde entier.

En tant que plus grand parti paneuropéen, le Parti Populaire Européen préconise des mesures et des réformes qui, si elles sont mises en oeuvre aux niveaux politiques adéquats - local, régional, national, européen et international - devraient contribuer à remodeler notre économie sociale de marché et, par conséquent, la rendre plus à même de relever les défis du vingt-et-unième siècle. Nous sommes convaincus que cet objectif peut être atteint sans renoncer à l'idée fondamentale et sous-jacente d'une combinaison de liberté au sein du marché et d'équilibre social. Le PPE invite donc les États membres à :

- 1) Intensifier leurs efforts afin de garantir une politique macro-économique et monétaire stable via les démarches indépendantes de la Banque Centrale Européenne, qui lutte contre l'inflation (y compris sous la forme d'une inflation du prix des actifs, également appelée 'bulles') et contrôle le flux monétaire. La nécessité d'appliquer des politiques fiscales saines susceptibles de contrôler et de réduire la dette publique s'est accrue, surtout après la relance consécutive à l'actuelle crise économique. Ce n'est pas seulement une condition préalable à la croissance économique, mais aussi un élément important de politique sociale en faveur de ceux qui dépendent de leurs propres économies et non de transferts publics pour joindre les deux bouts, et un signe de respect envers les générations à venir. Pour citer Erhard, 'les taxes peu élevées et la stabilité de l'apport monétaire sont les meilleures politiques sociales'. Les politiques anti-inflation et les règles budgétaires saines ont pour effet à long terme de promouvoir la croissance et d'étoffer les perspectives d'emploi de nos jeunes. En agissant de la sorte, l'État jouerait son rôle de 'bon gardien des générations à venir'. De même, les politiques anti-inflation sont la meilleure solution pour préserver la valeur de l'argent des pensionnés et des épargnants. Enfin, comme l'a démontré la crise financière, l'accroissement des dettes publiques et privées doit être maîtrisé.
- 2) Réparer le système financier mondial en établissant une coopération européenne et mondiale plus intense et plus efficace au niveau de la réglementation et de la supervision financières, afin de restaurer la confiance envers le crédit et les prêts pour nos PME et notre économie réelle dans son ensemble. Cela créerait de l'emploi via l'amélioration des conditions de croissance. Soutenir le secteur des PME en concrétisant activement les objectifs du 'Small Business Act' et reconnaître le rôle des PME en tant que génératrices d'emplois au sein de l'UE. Vu leur taille et leur structure, les PME sont potentiellement plus flexibles et dynamiques que les macro-entreprises, mais elles sont aussi plus vulnérables étant donné qu'elles éprouvent souvent des difficultés à accéder au capital et aux sources de financement. Dans ce sens, il faut prendre toutes les mesures requises pour faciliter la tâche des PME (réduction des fardeaux administratifs et réglementaires pour les PME, création d'une législation adéquate pour protéger les intérêts des PME, amélioration de l'accès aux finances, etc.).
- 3) Encourager les initiatives menant à la libéralisation du commerce international, à la concrétisation du Cycle de Doha et à la défense des mouvements et accords de libre échange international, contrairement aux politiques protectionnistes restrictives qui mineraient la croissance mondiale, européenne et nationale. En même temps, nous devons nous résoudre à protéger efficacement les normes environnementales et sociales contestées par certains États hors Union européenne.
- 4) Intensifier l'innovation, renforcer l'entrepreneuriat, encourager les jeunes à lancer leur propre activité et insister sur la responsabilité sociale des entreprises. La sortie de la crise passera essentiellement par ce type de mesures.
- 5) Promouvoir un comportement éthique au plus haut niveau de la gestion économique, fondé sur le sens des responsabilités individuelles et la capacité de regarder au-delà de son propre intérêt immédiat.
- 6) Ouvrir le vivier de talents silencieux et encore partiellement inexploité de l'Europe. Cette démarche revêt une importance cruciale dans le contexte de mondialisation actuel. Il faut

des investissements plus conséquents dans la formation et l'éducation afin d'assurer la mise en place d'actions coordonnées et cohérentes dans l'optique d'une économie résiliente, durable et plus écologique. Les opportunités d'apprentissage et de formation à vie doivent être encouragées et accompagner les individus tout au long de leur vie professionnelle afin d'aboutir à une main-d'oeuvre flexible et hautement qualifiée. Dans un contexte mondial, on répète souvent que les facteurs décisifs d'une augmentation du revenu résident dans la croissance économique ainsi que l'amélioration de l'éducation et de la formation. En fait, l'Europe ne maintiendra son niveau de vie élevé que si nos sociétés investissent dans les talents et les compétences de nos citoyens. Ces derniers devraient disposer de programmes de requalification professionnelle afin de pouvoir accéder aux secteurs économiques remodelés. C'est surtout l'amélioration des systèmes d'enseignement supérieurs européens et des liens entre l'enseignement et les marchés de l'emploi qui jouera un rôle crucial dans l'avenir de nos sociétés. La récente crise économique et financière démontre l'importance de l'enseignement dans le domaine économique.

- 7) Flexibiliser le marché de l'emploi (à la fois pour les employeurs et les employés) afin de créer davantage d'emplois et d'opportunités pour chacun. Les marchés de l'emploi européens sont trop souvent considérés comme des entités sociopolitiques requérant une régulation descendante via des interventions d'État juridiques et autres, indépendamment du fait que la somme de telles décisions peut affaiblir considérablement la force financière et l'adaptabilité des entreprises concernées. Cette évolution risque de compromettre encore davantage l'affirmation des entreprises face à la concurrence internationale. La création d'emplois est donc en péril - une situation particulièrement néfaste à l'employabilité des jeunes. La poursuite des efforts menés pour réduire la bureaucratie encouragerait les PME. Par conséquent, les États membres devraient plutôt favoriser les stratégies visant à accroître l'adaptabilité des travailleurs et des entreprises afin de les aider à réagir aux changements des conditions économiques et des besoins. Il importe d'adapter le marché de l'emploi aux besoins des jeunes et des personnes de 55 ans et plus. Ces groupes sont toujours confrontés à un chômage structurel élevé. Les États membres devraient en outre investir dans des solutions permettant de mieux combiner la vie de famille et la carrière professionnelle.
- 8) Promouvoir les opportunités d'emploi en accroissant la mobilité de la main-d'oeuvre au sein de l'Union européenne et en établissant des politiques actives pour les personnes handicapées et les autres groupes sociaux défavorisés. Pour ce faire, il convient de supprimer les obstacles légaux et d'appliquer des mesures de soutien. Il importe en outre de prendre des mesures efficaces pour mieux concilier le travail, la sphère personnelle et la vie de famille tout en respectant les compétences nationales, par exemple en matière de sécurité sociale, ainsi que le droit de chaque État membre à conserver son propre modèle de marché de l'emploi.
- 9) Étoffer et moderniser les systèmes de sécurité sociale en promouvant des pratiques et formes plus actives de sécurité sociale qui facilitent l'accès des chômeurs au marché de l'emploi. Leur retour rapide et leur engagement dans le processus économique et sociétal en fonction de leurs capacités et besoins personnels s'en trouveraient simplifiés. Nous devons également clarifier les concepts de justice sociale tels que le transfert de fonds d'un côté vers l'autre ou les interventions au niveau des prix. Au lieu de cela, les dépenses sociales - importantes pour la solidarité au sein des sociétés - devraient être conformes au marché et viser l'égalité des chances de développement individuel. Ces dépenses devraient donc se focaliser sur les investissements dans l'éducation, la santé, l'accès universel aux opportunités et les incitants personnels.
- 10) Préserver la solidarité intergénérationnelle dans chaque État membre en garantissant la durabilité des programmes de pension pour les retraités actuels et à venir, et donc relever le défi démographique; promouvoir les investissements dans des programmes de pension privés en tant que source de financement complémentaire ; soutenir la mise en place de systèmes d'assurance privés qui pourront rivaliser librement entre eux à l'échelon national et

européen, et devront être supervisés par l'État et encourager les Européens à travailler plus longtemps.

- 11) Accroître la sensibilisation et la protection vis-à-vis des conséquences des dégradations écologiques et des changements climatiques via l'intégration des objectifs fixés en matière d'environnement et de développement durable dans les définitions de nos politiques économiques. En vertu du principe de la 'préservation de la création' énoncé par Erhard, et dans le cadre d'une responsabilité évidente envers nos futures générations, nous devons redoubler d'efforts afin de promouvoir une consommation et une production durables, de diminuer la pollution environnementale, de réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles au sein de l'UE et de restreindre les émissions de CO₂ conformément aux décisions du Conseil de l'Europe, tout en respectant les besoins de nos structures économiques actuelles. Notre objectif est, par conséquent, de devenir l'économie la plus efficace du monde en matière de CO₂. Il est impératif d'encourager l'innovation en Europe et d'aider les PME à se focaliser davantage sur la concrétisation des bonnes idées. L'accent doit être placé sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie, l'efficacité énergétique, la R&D et l'innovation afin de développer des technologies nouvelles et compétitives dans l'intérêt spécifique de la protection environnementale, surtout à mesure que de nouvelles opportunités commerciales et professionnelles se présenteront dans les domaines de la 'technologie verte' et de l' 'énergie verte'. Ce n'est qu'en 'stimulant une croissance durable' que nous pourrons maintenir la viabilité de nos sociétés et économies pour l'avenir. Dans ce contexte, l'État devrait investir en priorité dans la recherche et le développement afin de mettre de nouvelles idées et technologies en lumière. La Politique Agricole Commune devrait veiller au renforcement de l'autonomie alimentaire de l'Europe.
- 12) Renforcer le rôle de l'État en tant que promoteur d'une concurrence saine et exhaustive dans chaque dimension de l'économie de marché, répondant à la demande publique de dynamisme économique et d'inclusion sociale.
- 13) Soutenir le secteur des PME en diversifiant les services financiers et les centres de développement des petites entreprises.

En conclusion, nous sommes intimement convaincus que le renouvellement de l'économie sociale de marché en tant que système ouvert peut devenir la marque de fabrique de notre succès économique et social en Europe et dans le monde entier. Nous devons à présent trouver des solutions pour rendre nos structures économiques plus efficaces et nos systèmes financiers plus sains et stables dans un cadre de réglementation et de supervision adéquat. Nous devons revisiter nos structures économiques et sociales existantes en stimulant les processus d'innovation, en intégrant nos économies européennes dans un contexte international plus large et en les ouvrant davantage à la mobilité sociale, au dynamisme économique et à l'inclusion via une innovation et un entrepreneuriat accrus. Les investissements dans l'éducation sont les politiques sociales les plus appropriées pour que davantage de personnes puissent prendre soin d'elles-mêmes et de leurs familles, bénéficiant ainsi pleinement des opportunités qui leur sont offertes par l'économie sociale de marché. Ce n'est qu'en appliquant ces politiques que nous pourrons rester en tête de la voie mondiale menant à la croissance et à la prospérité pour tous les citoyens.